

L'indice S&P 500

Du 27.01.09 au 03.02.09

nouvelle valeur :
1 097.52

-3.217%

ancienne valeur :
1 134.00

économie & business

Dossier

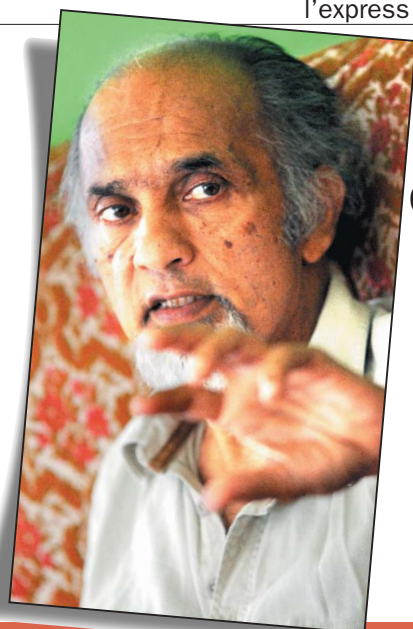
Crise financière
Le pari mondial
de la croissance verte

PAGE 14

Visages

Mamade
Kadrebux
Artiste vagabond

PAGE 16



Rodrigues

Aviation
Discussions autour
d'un projet Air-Rodrigues

PAGE 15



l'express

Info express

L'hôtel Four Points Sheraton s'ouvre en avril

L'hôtel Four Points Sheraton ouvrira ses portes à Ebène en avril. Une équipe de la chaîne hôtelière Sheraton – à qui la gestion a été confiée – est déjà à Maurice pour s'occuper des démarches administratives concernant le personnel et les finances.

Initialement l'ouverture de ce business hotel devait se faire en décembre, mais comme les travaux de finition ne sont pas encore terminés, elle a dû être reportée.

Cet hôtel de sept étages et d'une centaine de chambres a nécessité des investissements de Rs 500 millions de la part de Nindun Gopee & Co Ltd, SKG Surat et Bhunjun & Sons Co Ltd. Le Sugar Investment Trust est aussi partenaire dans cet hôtel, doté d'une piscine, de deux restaurants et d'un centre de santé.

Une première phase d'extension est déjà envisagée pour la construction d'une centaine de chambres additionnelles. Cette extension est prévue l'année prochaine.

Alain BARBÉ

EXPORTATIONS

«Une dépréciation de l'euro serait néfaste au secteur sucre»



La crise financière et économique internationale fait peur à l'industrie sucrière. Le directeur de la MSPA, Jean Li Yuen Fong estime que si l'euro baisse par rapport à la roupie, tous les efforts faits pour réformer l'industrie et lui donner un nouveau départ risquent d'être anéantis.

PAGE 12

SYSTEME FINANCIER

Le gouverneur de la BoM écrit aux parties prenantes

POUR le gouverneur de la Bank of Mauritius (BoM), les capacités de Maurice et des petits pays en général à échapper aux incidences immédiates de la crise qui secoue le monde dépendent de deux choses. La première est la mise en place d'un système de supervision et de régulation bancaires appropriées. La seconde relève de la stabilité et de la probité des méthodes comptable et bancaire mises en œuvre. Selon Rundheersing Bheenuck, dans une lettre adressée hier dans la soirée aux parties prenantes de la BoM, il faut «reconnaître les risques comme tels et éviter autant que possible de s'exposer aux pertes potentielles, plutôt que de chercher à gagner facilement du fric».

Pour le gouverneur, 2008 est une année hors du commun dans l'histoire bancaire au plan international. Cette situation a affecté la manière de procéder de la BoM. Après les flux massifs de devises, d'investissements dans les projets IRS qui ont renforcé de façon significative la roupie dans la première partie de l'année, la deuxième a été marquée surtout par la baisse de ces investissements.

Malgré toutes les difficultés rencontrées entre ces deux extrêmes, le secteur financier a été consolidé grâce aux mesures exceptionnelles prises par la BoM et ses nombreux partenaires pour protéger l'économie des effets de la crise. Rundheersing Bheenuck cite quelques actions de l'institution pour «soutenir la confiance des investisseurs et la stabilité financière à long terme en mettant en place une cellule multidisciplinaire spéciale pour suivre de près l'évolution de la crise».

Mais sur le plan de l'économie réelle, l'impact devient de plus en plus visible, selon lui, traduit par des baisses au niveau de la production et des investissements, qui affecteront à leur tour le secteur bancaire. Dès lors, une réévaluation des actifs qui ont été mis en gage comme titres devient nécessaire. Le gouverneur a en substance rappelé les différentes mesures prises par l'institution bancaire en partenariat avec le gouvernement et toutes les parties prenantes pour mitiger les incidences de la crise sur l'économie.

Comme projets futurs, la BoM se dit déterminée à poursuivre son plan de modernisation du système financier. Dès la mi-février les ventes aux enchères de ses titres ainsi que ceux du Trésor public se feront en ligne. Dans le même ordre d'idées, des modifications seront apportées aux opérations sur le marché financier, entre autres.

Nico PANOU

La copie intégrale du document est disponible sur www.lexpress.mu

Questions à...

ERIC NG PING CHEUN, PRESIDENT DE LA DBM

«Je déclare la guerre aux mauvais payeurs»

Le nouveau président de la «Development Bank of Mauritius» (DBM) explique sa vision. Pour que l'institution joue pleinement son rôle, il faudrait surmonter les problèmes structurels et réduire les créances douteuses.

● La DBM a été récemment désapprouvée par la Banque de Maurice dans l'un de ses rapports. Que lui reproche-t-on ?

J'ai effectivement entendu parler de ce rapport. Ce que j'en sais, c'est que la Banque centrale a été très critique sur la gestion de la banque. Présentement un consultant canadien rédige un rapport sur sa restructuration. Nous attendons ses recommandations qui nous aideront à redresser l'institution. L'essentiel est de savoir ce que nous voulons que la DBM devienne.

● Quelle est donc la vision du nouveau président de la DBM ?

Sans vouloir contraindre le gouvernement à voir les choses de la même façon, ma vision est d'amener la DBM à cesser d'agir comme une banque commerciale. Ce n'est pas sa



Le reste, soit 70 %, sont des prêts assortis de subventions gouvernementales.

● Quelles sont les faiblesses que vous avez déjà identifiées depuis que vous êtes à la présidence de la banque ?

Il y a un problème structurel à résoudre. Selon moi, la DBM devrait jouer le rôle d'une agence gouvernementale de développement. Elle devrait se consacrer essentiellement à l'application de la politique du gouvernement relativement aux petites et moyennes entreprises (PME). A travers elle, l'Etat accordera des prêts à des taux préférentiels et des subventions aux entrepreneurs. Les prêts ne devraient plus être accordés sur une base commerciale. Et chose importante, il faut revoir tout l'aspect institutionnel des PME à Maurice.

● C'est-à-dire ?

Plusieurs institutions s'occupent des PME : la DBM, la Small Enterprises and Handicraft Development Authority (SEHDA) dont le rôle est d'apporter un soutien technique à ces entreprises à travers leur business plan, le National Women's Entrepreneur Council (NWECC) qui s'occupe des entrepreneuses et enfin un département d'Enterprise Mauritius (EM) qui traite des problèmes des PME. Ma

vision est de voir une fusion entre la DBM, la SEHDA, le NWECC et le département s'occupant des PME à EM. Cela permettra de créer une seule institution en charge de la politique gouvernementale pour les PME. Il faudrait cesser d'éparpiller nos énergies, de gaspiller nos ressources, pour plus de productivité, d'efficacité, de rationalité. Mais la seule difficulté de voir ces institutions se regrouper sous une seule dénomination est relative au fait qu'elles dépendent de différents ministères (ministère des Finances, ministère de l'Industrie et ministère de la Femme). Il faudra un consensus au niveau gouvernemental pour pouvoir les rassembler et réaliser une synergie. D'où la nécessité pour moi de créer une seule agence gouvernementale de développement.

● A part ce problème d'institutions, la DBM semble souffrir d'autres maux. Voulez-vous nous en parler ?

La grande faiblesse de la DBM, ce sont les arriérés. Cela se compte par centaines de millions de roupies. Suivant une mesure budgétaire de juin dernier, on a annulé Rs 480 millions sous le programme d'amnistie (amnesty scheme). Cela concernait les emprunteurs qui ne pouvaient pas rembourser des emprunts

allant jusqu'à Rs 200 000. Comme toute banque, les arriérés sont le cancer de la DBM. C'est ce qui la ronge et l'empêche de générer des revenus. Il faut que les emprunteurs paient leurs dettes à la banque. C'est une marque de respect envers l'institution. C'est pour cette raison que je déclare la guerre aux mauvais payeurs. La DBM, comme toute entreprise, doit réaliser des profits. Nous faisons un gros effort pour récupérer au moins 20 % des arriérés de la banque afin de renflouer ses caisses et qu'elle se refasse une santé financière.

● Qu'est-ce qui empêche la DBM d'entrer dans ses fonds comme les autres banques de la place qui réalisent des profits farouches ?

On a été complaisant par le passé et certains emprunteurs exerçaient des pressions sur le management de la banque pour éviter de rembourser leurs prêts. En outre, puisque la DBM appartient au gouvernement, le public croit qu'on peut utiliser l'argent de la banque en toute impunité. Nous avons décidé de mettre fin à tout cela. La banque doit recouvrer ses fonds. A cet effet, nous avons créé un comité exécutif que je dirige et qui regroupe le top management. Ma devise est de faire bouger les choses, remettre de l'ordre et

minimiser les procédures administratives. Nous prenons l'exercice de recouvrement des créances très au sérieux. Tous les jours, ce comité convoque au moins deux gros mauvais payeurs pour les amener à régulariser leur situation. Le comité exécutif se réunit une fois par semaine pour prendre des mesures et définir des échéances. Je m'assure, comme président, que les décisions prises sont exécutées.

Concernant nos dépenses, nous essayons de les réduire au maximum. Je suis contre le gaspillage. Pour renflouer les caisses, nous avons commencé à vendre certains actifs (idle properties), comme les véhicules qui ne servent plus à la banque. Sur le plan des ressources humaines, chaque employé doit s'efforcer d'être plus productif. Le problème de la sécurité vis-à-vis du public est pris également en compte. Désormais chaque employé devra porter un badge. De plus, nous avons pu faire partir les marchands ambulants qui faisaient leur business devant la banque, pour des raisons de sécurité. Nous avons à cœur de soigner l'image de la banque dans l'opinion publique.

Propos recueillis par Nico PANOU



AssetVantage

Cruise your way to a world of privileges

Welcome to an exciting world of financial freedom with AssetVantage. If you believe like us that value is more than just money, then an AssetVantage account from HSBC is just what you need - a package of financial services, benefits and privileges specially designed to meet your banking requirements.

Do not wait any longer. Join us now.

Callfree 800 1234
Come to our branches
Click www.hsbc.co.mu

HSBC 
The world's local bank

Terms and conditions apply